

Compte rendu du conseil municipal du 11 octobre 2022

Président : M. Maurice DUSSOLLIER

Secrétaire de séance : M. Gilles CASTILLO

Présent(e)s : M. Gilles CASTILLO, M. Frédéric CLAVEL, Mme Céline CLAVERIE, Mme Vanessa DAUZET, M. Eric DELALONDE, M. Maurice DUSSOLLIER, Mme Paula KONING, M. Yohan NOEL, M. André PESANDO

Absent.e.s : Mme Jessica ARGUEYROLLES-LEPOIVRE et M. Agostinho AZEVEDO

Ordre du jour

- Adoption instruction budgétaire et comptable M 57
 - Eclairage public : modification plages horaires et éclairage monuments
 - Location local communal chemin de la Palette
 - Plan communal de Sauvegarde
 - Proposition installation d'un chauffage d'appoint dans un logement communal
 - Nomination référent incendie et secours
 - Point distribution colis personnes âgées
 - Organisation et déroulement Journée des Ateliers d'Artistes d'Occitanie
 - Questions diverses
- Retour information diagnostic sur les ponts
11 novembre et rénovation monuments aux morts
Point travaux

Adoption nomenclature budgétaire et comptable M 57

M. le Maire informe le conseil municipal : le référentiel M57 a vocation à devenir la norme pour toutes les collectivités à compter du 01/01/2024, en remplacement de l'actuelle M14. Ce référentiel impose l'adoption d'un règlement budgétaire et financier par la commune. Il offre aux collectivités qui l'adoptent des règles assouplies en matière de gestion pluriannuelle des crédits, de fongibilité des crédits et de gestion des dépenses imprévues. De plus, les états financiers établis en M57 apportent une information financière enrichie, et la vision patrimoniale de la collectivité est améliorée. Ainsi :

- en matière de gestion pluriannuelle des crédits : définition des autorisations de programme et des autorisations d'engagement, adoption d'un règlement budgétaire et financier pour la durée du mandat, vote d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement lors de l'adoption du budget, présentation du bilan de la gestion pluriannuelle lors du vote du compte administratif ;
- en matière de fongibilité des crédits : faculté pour l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres (dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) ;
- en matière de gestion des crédits pour dépenses imprévues : vote par l'organe délibérant d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement de dépenses imprévues dans la limite de 2 % des dépenses réelles de chacune des sections.

Pour information, cette modification de nomenclature comptable entraîne automatiquement un changement de maquette budgétaire. De ce fait, pour le budget primitif 2023, la colonne BP n-1 ne sera pas renseignée car appartenant à une autre nomenclature comptable.

Le Conseil municipal, sur le rapport de M. le Maire,

Vu l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 242 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, Vu l'arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques,

Considérant que cette norme comptable s'appliquera à tous les budgets de la commune,

Après en avoir délibéré, voix pour : 9, voix contre : 0, abstention : 0

décide :

- d'autoriser le changement de nomenclature budgétaire et comptable des budgets de la commune de Larreule et d'adopter la nomenclature M57 à compter du 1er janvier 2023
- d'adopter le référentiel simplifié compte tenu de la taille de la commune (moins de 3500 hab.)

Eclairage public : modification horaires et éclairage des monuments

Monsieur le Maire rappelle la délibération du 4 août 2020 fixant les horaires de fonctionnement de l'éclairage public sur la commune. Les plages horaires sont les suivantes :

- 20h : allumage de l'éclairage public et des éclairages des monuments
- 22h : réduction de l'intensité
- 0h extinction des éclairages (public et monuments)
- 6h : allumage de l'éclairage public
- 8h : extinction

Dans le contexte actuel de crise énergétique et pour répondre aux recommandations invitant à l'économie et à la sobriété, M. le Maire propose de revoir les modalités de fonctionnement de l'éclairage public tout en maintenant un dispositif compatible avec la sécurité des usagers de la voirie, le bon écoulement du trafic et la protection des biens et des personnes.

Il propose les modifications suivantes :

- 20h : allumage de l'éclairage public
- 22h : extinction
- 6h : allumage de l'éclairage public
- 8h : extinction
- Suppression du point d'éclairage A04.021 situé 30 chemin de Saint Esselin sauf pendant la saison estivale de juin à septembre correspondant à la période d'activité des gîtes sous tentes.
- Suppression de l'éclairage des monuments

La commune sollicitera le Syndicat Départemental d'Energie pour étudier les possibilités techniques et mettre en œuvre, le cas échéant, les adaptations nécessaires.

En période de fêtes ou d'événements particuliers, l'éclairage public pourra être maintenu tout ou partie de la nuit sur les lieux concernés.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré par : 9 voix pour, 0 voix contre, 0 abstentions

- décide que l'éclairage public sera modifié selon les nouvelles dispositions proposées ci-dessus et charge Monsieur le Maire de prendre l'arrêté précisant les modalités d'application de cette mesure.

Location d'un local communal

Monsieur le Maire informe le conseil qu'il a été sollicité par Monsieur BOUGEARD Alexis, artisan charpentier couvreur qui souhaite louer un local à usage d'entrepôt provisoire pour stocker des matériaux de couverture (palettes de tuiles) pendant une période de 6 mois à un an, le temps de se doter d'un local définitif.

Lors d'une rencontre entre M. BOUGEARD et M. PESANDO, adjoint en charge des travaux, il a été proposé la location du local communal situé 11 chemin de la Palette pour un loyer mensuel de 250€ sans versement de caution.

Monsieur le Maire propose d'accepter cette demande et de louer le local au travers d'un bail précaire d'une durée de 6 mois renouvelable par tacite reconduction. Il propose de fixer le loyer mensuel à hauteur de 250 euros.

Le conseil, après délibération, valide la proposition de louer ce local à M. BOUGEARD Alexis pour un usage d'entrepôt de matériaux.

Le conseil valide le montant du loyer mensuel à hauteur de 250 euros et autorise Monsieur le Maire à établir le bail précaire correspondant.

Plan communal de sauvegarde

Monsieur le Maire indique que le Plan Communal de Sauvegarde a été instauré par la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile (article 13), et modifié par la loi 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile.

L'article L 731-3 du code de la sécurité intérieure (CSI) précise que la rédaction d'un PCS est obligatoire pour chaque commune :

- Dotée d'un plan de prévention des risques naturels ou miniers prévisibles prescrit ou approuvé ;
- Comprise dans le champ d'application d'un plan particulier d'intervention ;
- Comprise dans un des territoires à risque important d'inondation prévus à l'article L. 566-5 du code de l'environnement ;
- Reconnue, par voie réglementaire, comme exposée au risque volcanique ;
- Située dans les territoires régis par l'article 73 de la Constitution ou les territoires de Saint-Martin et Saint-Barthélemy et exposée au risque cyclonique ;
- Concernée par une zone de sismicité définie par voie réglementaire ;
- Sur laquelle une forêt est classée au titre de l'article L. 132-1 du code forestier ou est réputée particulièrement exposée.

L'article R 731-10 du CSI précise que le Plan Communal de Sauvegarde doit être arrêté dans les 2 ans à compter de la date d'approbation du PPRN ou du PPI par le préfet.

L'article L 731-4 du CSI dispose qu'un PCS intercommunal est obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dès lors qu'au moins une des communes membres est soumise à l'obligation d'élaborer un plan communal de sauvegarde en application de l'article L. 731-3. Toutefois, chacun des maires concernés est responsable de sa mise en œuvre sur sa commune.

L'article R 731-5 du CSI concernant l'initialisation de la procédure précise que le maire informe le conseil municipal du début des travaux d'élaboration du plan.

L'article R 731-5 du CSI précise que lorsqu'il est terminé, le PCS est arrêté par le maire (arrêté municipal : une délibération du conseil municipal prenant acte de la fin des travaux et de la présentation du document est possible mais pas suffisante).

L'article L. 2211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le maire est l'autorité de police compétente pour mettre en œuvre le PCS et qu'il prend toutes les mesures destinées à assurer la protection de ses administrés en cas d'événements affectant directement le territoire de la commune..

Le PCS comprend :

- le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) ;
- le diagnostic des risques et vulnérabilités locales ;
- l'organisation assurant la protection et le soutien de la population... ;

La commune de LARREULE est concernée par les risques suivants :

- Inondation ;
- Séisme
- Vents violents
- Transport de matières dangereuses

La commune est dotée d'un Plan de Prévention des Risques Inondation, approuvé le 23 octobre 2019.

Monsieur le Maire propose : l'élaboration d'un Plan Communal de Sauvegarde ;

- la nomination de Eric DELALONDE, au poste de chef de projet, référant risques majeurs, chargé de mener à bien cette opération ;

Le conseil municipal après en avoir délibéré, prend acte et autorise Monsieur le Maire à entreprendre toutes les démarches nécessaires à la réalisation du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) de la commune.

Installation d'un chauffage d'appoint dan un logement communal

Monsieur le Maire informe le conseil qu'un locataire occupant un logement communal souhaite installer un chauffage d'appoint de type poêle à granulés dont il ferait l'acquisition.

Pour répondre à cette demande, M. le maire indique qu'il faut procéder à l'installation d'un conduit de cheminée adapté.

L'entreprise Chauffage Pyrénéens de Vic-en-Bigorre a été contactée conjointement par le locataire et la mairie.

Le devis des travaux pour l'installation d'un conduit concentrique s'élève à 2 244,00 € HT soit 2 468,40 € TTC.

Le conseil, après délibération, valide la proposition d'installation d'un conduit de cheminée dans le logement concerné par 4 voix pour (Céline CLAVERIE, Vanessa DAUZET, Eric DELALONDE et Maurice DUSSOLLIER, 3 abstentions (Paula KONING, Gilles CASTILLO et Yohan NOEL) et 2 voix contre (André PESANDO et Frédéric CLAVEL).

Nomination d'un référent incendie et secours

Le Maire est tenu de désigner un correspondant incendie et secours parmi les adjoints ou les conseillers municipaux avant le 2 novembre 2022.

Gilles CASTILLO accepte cette mission. Il sera prochainement désigné par arrêté municipal pour exercer les fonctions suivantes :

- participer à l'élaboration et la modification des arrêtés, conventions et documents opérationnels, administratifs et techniques du service local d'incendie et de secours qui relève, le cas échéant, de la commune ;
- concourir à la mise en œuvre des actions relatives à l'information et à la sensibilisation des habitants de la commune aux risques majeurs et aux mesures de sauvegarde ;
- concourir à la mise en œuvre par la commune de ses obligations de planification et d'information préventive ;
- concourir à la définition et à la gestion de la défense extérieure contre l'incendie de la commune.

Il informera périodiquement le conseil municipal des actions qu'il mène dans son domaine de compétence.

Cadeau de fin d'année aux personnes âgées de la commune

Eric DELALONDE indique que ses recherches sont quasiment abouties et qu'on sera dans le budget. (18 euros maxi par colis).

Journée des ateliers d'artistes d'Occitanie

Céline CLAVERIE fait un dernier point des préparatifs précédant cette journée. Présence souhaitée du plus grand nombre.

Questions diverses

- **Diagnostic ponts** : Dans le cadre du Programme National et du contrat avec le CEREMA, le bureau d'études APAVE a réalisé la visite de reconnaissance des ponts de la commune. Rien à signaler pour le pont de l'Ayza sur la route de Monségur ni sur le pont sur le canal chemin du Burat. Par contre le pont sur l'Ayza, Cami de la Marlère fait l'objet de plusieurs observations. Le platelage bois présente des irrégularités et est glissant par temps humide : risques de chute des usagers. Les poutres métalliques du tablier présentent une corrosion avancée. Les culées béton présentent également des dégradations significatives : fractures horizontales importantes au niveau des têtes des culées.
Conséquences : risque d'effondrement sous charges lourdes.
Mesure de sécurité à prendre dans l'immédiat : limiter le tonnage à 3,5 tonnes et signaler les risques de chute.
Au-delà il faudra envisager des travaux de consolidation et de réparation de cet ouvrage.
- **Cérémonie du 11 novembre** : comme les années précédentes, commémoration à 11h suivie d'un pot à la mairie.
- **Nettoyage monuments aux morts** : voir avec la société Pellerin pour le nettoyage et le tracé des lettres.
- **Travaux** :
 - chemin Lahitte, en attente intervention de l'entreprise Destenaves.
 - Aménagement accès nord des logements communaux chemin des Prés (maison Léontine), élargissement et parking. (Entreprise Morgado)

Le conseil est clos à 21h15.